

*Budget—M. Stevens*

Au Canada, on impose les gains en capital depuis plusieurs années. Le ministre lui-même convient que cet impôt ne représente pas une grande part des recettes fiscales et pourtant le gouvernement refuse catégoriquement de l'indexer à la hausse du coût de la vie. Je m'attendais au moins à ce qu'il le fasse pour éviter qu'on ait à confisquer d'autres biens privés à cause du fardeau fiscal qu'on impose aux gens qui font ce genre d'investissement.

J'aimerais à présent aborder de manière plus générale certains aspects du budget mais attirer au préalable l'attention des députés sur le budget en bref. Ce qui est étonnant, c'est qu'il ne contient pas de chiffres. C'est peut-être la première fois dans l'histoire que les statistiques budgétaires y soient omises. A la réflexion, c'est peut-être parce que les statistiques dérangeant et que le gouvernement préfère passer sous silence le déficit de 25 milliards de dollars qu'il prévoit pour cette année et l'année prochaine. Si l'on tient compte de ces 25 milliards de déficit pour les années financières 1979 et 1980 réunies, on s'aperçoit que le gouvernement endette en deux ans de \$1,000 chaque homme, femme et enfant du Canada. Il compte dépenser environ 100 milliards de dollars pendant ces deux années, soit 50 milliards par an. Le plus triste, ce n'est pas tellement que le gouvernement dépense énormément, mais la façon dont il le dépense. C'est alors que l'on se rend vraiment compte de ce qui ne va pas à Ottawa aujourd'hui.

● (2112)

Cette semaine même le ministère des Approvisionnement et Services a publié son bulletin hebdomadaire où l'on énumère les contrats accordés. Je sais que les députés ont probablement feuilleté ces contrats et leurs descriptions, mais au cas où le premier ministre aurait oublié certains articles que son gouvernement achète présentement, j'en énumérerai quelques-uns. Ce n'est qu'une page de la commande d'une semaine, mais le total s'élève à 11 millions de dollars. On y mentionne 39,000 cartes de crédit en plastique d'une valeur globale de \$20,000. Comment un gouvernement qui dépense déjà à fond de train a-t-il besoin de 39,000 cartes de crédit en plastique? A qui, au juste, a-t-il l'intention de donner ces 39,000 cartes de crédit? C'est le contribuable canadien qui devra les payer. Au poste suivant il s'agit de trombones. On dépense \$44,000 en une seule semaine pour acheter 460,000 boîtes de 100 trombones chacune.

Et la liste est encore longue, monsieur l'Orateur. On dépense \$203,000 pour acheter 7400 tapis de sol en plastique. Savez-vous à quoi ils sont destinés?

**M. Trudeau:** Au sol.

**M. Stevens:** Le premier ministre a raison en partie.

**Des voix:** Bravo!

**M. Stevens:** Il a peut-être oublié qu'ils sont destinés uniquement aux sols recouverts de moquette à longues mèches. Voilà pourquoi on les achète. Pour ceux qui sont assez bien vus pour avoir de la moquette à longues mèches. Et c'est un exemple seulement.

On a entendu parler des autres études auxquelles le gouvernement a procédé. Le ministre n'a certainement pas oublié les

[M. Stevens.]

\$170,000 qui ont été consacrés à une étude portant sur les poissons de l'Amazonie à respiration pulmonaire.

**Une voix:** Bravo, Roméo!

**M. Stevens:** Je sais que j'aurai plus de temps demain et j'aurai donc l'occasion de citer d'autres exemples sur la manière dont le gouvernement dépense l'argent du contribuable canadien, déjà payé ou à payer.

Je vois que le ministre d'État (multiculturalisme) (M. Cafik) se réveille, et qu'il voudrait que j'en vienne au budget. Il n'entendrait probablement rien de toute façon.

Je ne veux pas me montrer trop critique à l'égard du gouvernement ni de ses ministres, monsieur l'Orateur. C'est pourquoi si je puis avoir l'attention des députés, j'aimerais citer un libéral pour qui au moins quelques députés de l'autre côté nourrissent un certain respect. Celui dont je veux parler a dit de ce gouvernement que son mandat était terminé, et que le principal ministre de l'économie avait aujourd'hui beaucoup moins de possibilité de manœuvrer qu'il n'en avait eu lui-même. Il a également dit qu'on assistait à un affaiblissement progressif du personnel des principaux ministères chargés de l'économie.

Ce libéral, et je vois d'après l'expression du premier ministre qu'il sait fort bien de qui je veux parler, n'était ni plus ni moins que l'ancien ministre des Finances, John Turner. Cet ancien ministre des Finances, nous le savons bien, mène maintenant une vie confortable avec ses amis industriels à Toronto. Dans ses exposés d'interrègne, qu'il publie régulièrement—le premier ministre les lit sûrement avec beaucoup d'attention—il est allé beaucoup plus loin. Il semble parfois contredire entièrement certaines déclarations du premier ministre.

**M. Trudeau:** Vous venez de laisser échapper un trombone.

**M. Stevens:** Par exemple, il a déclaré que, à son avis, l'importance du déficit fédéral risquait de susciter un resserrement du crédit et une hausse des taux d'intérêt ce qui, même s'il y a par ailleurs reprise économique au niveau des investissements, aurait un effet néfaste sur ces investissements dans le secteur privé.

Cela s'oppose diamétralement à ce que le premier ministre a déclaré à la presse et à la Chambre ces jours derniers. Il nous a dit de ne pas nous inquiéter de l'importance du déficit, mais plutôt du taux d'augmentation.

Parlant de l'avidité apparemment irrésistible de Petro-Canada d'acquérir d'autres sociétés—on se souvient de Husky Oil, entreprise qui a échoué, et on pense à Pacific Petroleum Ltd., entreprise qui pourrait réussir, Dieu veuille que non—M. Turner a dit qu'une pareille entreprise n'était pas le fait d'un gouvernement qui se préoccupe avant tout de restreindre l'ampleur du secteur public.

Je n'aurais sans doute pas cité les paroles de M. Turner si le ministre d'État (multiculturalisme) n'était pas intervenu, monsieur l'Orateur. Maintenant que c'est fait, il faut admettre qu'il est étrange d'entendre un libéral parler ainsi d'un autre libéral, surtout si on songe que ledit libéral, lorsqu'il était ministre des Finances, était le pire dépensier de tous.